

Programme National Plates-formes Multifonctionnelles

## **Des services énergétiques pour lutter contre la pauvreté**

**Au Burkina Faso, la pauvreté touche une grande partie de la population, en particulier les femmes. Pour celles-ci le manque de moyens les oblige à ne compter que sur leurs forces motrices pour exécuter les travaux domestiques.**

**Le ramassage du bois de chauffe, la corvée de l'eau, moudre les grains faire la cuisine s'occuper des enfants et des autres membres de la famille, sont autant de tâches qui incombent exclusivement à la femme. Pour les réaliser elle est la première à se lever et la dernière à se coucher !**

**Cette situation est également à corréluer au fait que les villages au Burkina sont dépourvus en énergie. La disponibilité d'énergie pourrait grandement améliorer les conditions de vie au village !**

C'est pour combattre la pauvreté en milieu rural, en particulier celle des femmes et donner à la population des conditions de vie meilleures, que le Gouvernement du Burkina Faso a élaboré en 2000 et révisé en 2003 un Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP). C'est dans le cadre du CLSP qu'après une phase pilote dans la région de l'Est et dont les résultats ont largement montré leur efficacité à agir contre la pauvreté en milieu rural que le Gouvernement appuyé par le PNUD-Burkina a décidé de la mise en place du Programme National plates formes multifonctionnelles pour la Lutte Contre la Pauvreté (PN-PTF/LCP).

Le démarrage des activités de l'Unité de Coordination du programme en décembre 2004 consacre celle de la vulgarisation de l'approche Plateforme au Burkina Faso

Expérimentée au Mali depuis les années 1990 l'approche plate forme a montré son efficacité dans la lutte contre la pauvreté énergétique.

L'accès aux services énergétiques dans notre pays reste très limité pour les populations surtout rurales. Cette insuffisance amplifie et aggrave la pauvreté humaine, monétaire.

Hypothéquer sa santé et celle des enfants en brûlant des combustibles domestiques nuisibles, transporter des fardeaux de bois sur des kilomètres une bonne partie de la journée, accoucher dans la pénombre, ne pas pouvoir profiter des opportunités économiques sont autant de coups à la qualité de la vie.

Faute de pouvoir disposer et de payer des services énergétiques adéquats, cette situation est le lot quotidien de nos populations et cela freine le développement en limitant les initiatives économiques

### **La plate forme, pour lutter contre la pauvreté énergétique**

L'énergie est indispensable à la vie, à la croissance économique et au développement. Elle améliore fondamentalement le bien-être des individus à travers l'accès à l'eau, la productivité agricole, la santé, l'éducation, la création d'emploi et la durabilité de l'environnement.

Le défi ici est de permettre aux populations en particulier les plus défavorisées, de sortir du piège énergie- pauvreté, et d'accéder à des services énergétiques abordables et durables, utilisables à des fins directement productives et génératrices de revenus.

La plate forme offre cette possibilité, d'avoir accès à une source d'énergie moderne, en l'occurrence à la force motrice pour mener des activités productives et dans le meilleur des cas, avoir aussi accès à l'eau potable et à l'éclairage.

## **400 plates-formes multifonctionnelles en 5 ans !**

L'objectif du programme national plates formes multifonctionnelles pour la lutte contre la pauvreté est d'implanter progressivement 400 plates formes dans quatre zones au Burkina sur cinq ans (2004-2008). Des 400 plates- formes, au moins un tiers sera équipé en réseaux de distribution d'eau ou d'électricité.

Une fois implantée dans un village, la plate forme apporte de changements notables notamment par la création d'emplois. De type communautaire, elle est gérée par un comité féminin villageois comprenant généralement six (6) membres. Hormis le comité féminin villageois, elle peut générer également d'autres emplois tels que les meunières et meuniers, les artisans ruraux et les artisans fabricants de châssis, les artisans électriciens et de maintenance-réparations, etc.

Les plates formes multifonctionnelles devront créer à terme dans les zones où elles seront implantées au moins 4000 emplois, et desservir environ 500 000 habitants.

## **Les zones du programme**

En dehors de l'Est qui abrité la phase pilote du programme, et du Centre-Ouest retenue à cause de la forte production du beurre de karité, les autres nouvelles zones couvertes par le programme national PTF ont été sélectionnées sur la base de six (6) critères fondamentaux qui sont :

- Le profil de pauvreté tel que défini par l'Institut National des Statistiques et de la Démographie (INSD);
- Le niveau d'organisation communautaire ;
- La présence de structures locales viables ;
- Le niveau d'alphabétisation ;
- Le niveau d'équipements en services énergétiques ;
- Le caractère de l'habitat.

Pour sa première phase, le programme national couvre:

- L'Est du Burkina. Cette région ayant abrité la phase pilote du programme s'est agrandi avec le Centre-Est. Elle est la région la plus vaste et comprend les provinces du Boulgou, de la Gnagna, du Gourma, de la Komandjari, de la Kompienga, du Koulpélogo, du Kouritenga et de la Tapoa.
- La région de la Boucle du Mouhoun comprend les provinces des Balé, des Banwa, de la Kossi, du Mouhoun, du Nayala et du Sourou.
- La région du Centre- Ouest comprend le Boulkiemdé, le Sanguié, la Sissili et le Ziro. Elle est par excellence la zone karité.
- La région du Nord comprend le Lorum, le Passoré, le Yatenga, et le Zondoma.

## **Des ONG comme relais**

Le Burkina Faso a opté d'exécuter le programme national plates formes multifonctionnelles par l'intermédiaire des Agences locales de réalisation (ALR ou ONG). Le choix d'exécuter le programme par l'intermédiaire des ONG est guidé par le souci de pérenniser l'expérience. Ces relais pourront assurer la continuité du fonctionnement des plates formes dans les régions après son retrait.

L'exécution du programme entre l'Unité de Coordination Nationale du programme PTF et les ONG retenues est matérialisée par un contrat annuel. Ce contrat est renouvelé ou pas selon les résultats.

Les Agences locales de réalisation ou ONG ont été choisies en fonction de leur potentiel structurel et organisationnel, leur disponibilité en locaux pour abriter la Cellule d'Appui Conseil (CAC), leurs réalisations sur le terrain, les activités menées en lien avec les AGR, le micro crédit, la promotion de la femme, leur potentiel relationnel avec des bailleurs de fonds, etc.

Après l'examen de leurs propositions, des visites de terrain et des entretiens ont permis de retenir les quatre agences locales de réalisations suivantes :

L'ONG Tin Tua pour l'Est et le Centre Est ; le consortium constitué de l'Association pour le Développement Intégré du Sahel (ADIS) et l'Association des Mains Unies du Sahel (AMUS) pour la région du Centre-Ouest ; la Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN) pour le Nord et l'Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité (OCADES) pour la Boucle du Mouhoun.

Ces ONG retenues ont mis en place les cellules d'Appui Conseil. Son rôle est de créer un environnement propice permettant la viabilité technique, économique et sociale de la plate forme. Elle est la structure opérationnelle sur le terrain et procède à la dissémination et au suivi des plates formes dans les régions.

## **Les impacts attendus**

On s'attend à ce que le programme contribue de manière significative à :

- La réduction de la pauvreté monétaire parmi les clientes et les clients des entreprises PTF plus particulièrement, à travers l'accroissement de la production et la commercialisation agricole et agroalimentaire et la diversification des sources de revenus dans au moins 400 villages ;
- L'amélioration de l'accès à l'eau potable, du taux de scolarité et de la performance scolaire, plus particulièrement des filles mais aussi des garçons dans au moins 40% des villages ;
- L'accroissement de l'accès aux services énergétiques modernes pour au moins 500 000 habitants en milieu rural, hommes, femmes, filles et garçons ;
- La réduction des inégalités entre femmes et hommes sur le plan de l'accès à l'emploi rémunéré, aux moyens de production, à la génération et au contrôle des revenus dans ces 400 villages.

## **Comment acquiert t-on une plate forme?**

L'acquisition d'une plate forme est subordonnée à la manifestation d'une demande écrite d'un groupement féminin villageois ou de promoteur individuel à la cellule d'appui conseil (CAC) basée dans l' ONG au niveau de la région. Une étude de faisabilité est réalisée pour déterminer grosso modo l'adhésion de la communauté à la plate forme et ses besoins en services énergétiques et en équipements.

Les communautés sont invitées à apporter une contribution financière de 5 à 10 % si l'étude révèle que la viabilité économique, sociale, technique et financière est favorable à l'implantation de la plate forme. Pour les promoteurs privés, la contribution est de 40%.

Les expériences jusques là menées dans l'Est du Burkina montrent que le coût d'implantation d'un moteur diesel avec quelques équipements d'usage clé (module de base) est d'environ de 4 millions de F CFA. Cet équipement peut desservir une localité de 2000 habitants.

## **Les parties prenantes au programme)**

L'Etat Burkinabé finance le Programme National plates-formes à travers les fonds PTTE pour un montant total de 5 millions de \$ sur 5 ans soit 46% du coût total.

Le reste des financements proviennent d'autres partenaires qui sont le PNUD Burkina, la Fondation Shell, Aarhus United et la Coopération luxembourgeoise.

Ce budget n'étant pas encore totalement bouclé le Ministère du Développement et de l'Economie qui assume la tutelle du programme ainsi que le programme national plates formes développent des initiatives et stratégies pour mobiliser le budget manquant.